

*L'énergie*

**M. Collenette:** Madame le Président, chaque fois que l'on me demande ce qu'il advient de telle ou telle question, je fais mon possible pour obtenir une réponse. Il y a bien des raisons pour expliquer ces retards. Parfois, les questions nécessitent bien des recherches et des dépenses.

**M. Beatty:** Ce n'est pas le cas en ce qui concerne ma question.

**M. Collenette:** Dans d'autres cas, les questions ne constituent pas une priorité pour le ministère concerné. Je vais étudier néanmoins l'affaire et tâcher d'obtenir la réponse que demande le député.

Je vous demande, madame le Président, que les autres questions restent au *Feuilleton*.

**Mme le Président:** Les autres questions vont-elles rester au *Feuilleton*?

**Des voix:** D'accord.

## ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

### LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—  
ON S'ÉLÈVE CONTRE LA HAUSSE DES TAXES PÉTROLIÈRES

**L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles)** propose:

Que la Chambre blâme le gouvernement d'avoir de nouveau augmenté sans nécessité les taxes pétrolières et d'avoir de ce fait grevé tous les consommateurs, et surtout les utilisateurs de mazout, de prix bien supérieurs à ceux qui avaient été promis, sans alléger le fardeau des personnes les plus touchées et les moins capables de s'adapter.

—Madame le Président, mercredi dernier, le très honorable chef de l'opposition (M. Clark) a proposé l'ajournement de la Chambre aux termes de l'article 26 du Règlement afin de permettre la tenue d'un débat d'urgence sur les hausses sans précédent des taxes et des prix pétroliers. Il s'agissait des hausses que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) avait présentées la veille. En déclarant cette motion irrecevable, Mme le Président a dit que, selon elle, cette question ferait très bientôt l'objet d'un débat un jour réservé à l'opposition. En effet, monsieur l'Orateur, elle ne s'est certes pas trompée.

Étant donné que ces fortes hausses de prix et de taxes nous inquiètent vivement et que nous savons qu'elles causent vraiment des difficultés à un grand nombre de Canadiens, nous, de l'opposition officielle, profitons de la première occasion qui s'offre à nous—notre premier jour réservé depuis la décision de Mme le Président—pour lancer une discussion publique sur la question. C'est ce que le gouvernement aurait dû faire, bien sûr, car, comme le ministre des Finances (M. MacEachen) le sait, et comme son alter ego, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources le sait aussi, ces majorations de prix sont en fait des augmentations de taxes que le gouvernement aurait dû mettre en discussion comme c'est la coutume pour les mesures fiscales.

Au lieu d'assumer honnêtement ses responsabilités pour une fois, le ministre des Finances a préféré plutôt continuer à se dérober, à se faufiler, à s'esquiver et à passer sous silence la mise en application et les conséquences de ses majorations de

taxes. Il est devenu le yo-yo au bout du fil de Lalonde. Le ministre s'imagine peut-être qu'il est astucieux de faire la marionnette sans se soucier des difficultés personnelles et financières que provoquent ses mesures, mais entre-temps, des centaines de milliers de Canadiens s'embourbent à chaque jour de plus en plus profondément dans le marasme où ses mesures les poussent. Ils sont coincés. Ils n'ont pas comme le ministre la possibilité de tourner autour du pot et d'éluder les questions. Ils ne peuvent qu'encaisser, en se demandant quel nouveau coup ils vont recevoir du ministre dans leur situation déjà précaire.

J'arrive tout juste de ma circonscription où j'ai passé la fin de semaine encore une fois. Je l'ai passée à converser avec les gens plutôt qu'avec des politiciens ou des bonzes. J'ai parlé à des gens qui sont écrasés par les taux d'intérêt records, par l'inflation persistante et par le prix effarant de l'énergie. Quand mon téléphone sonne à Kingston ou quand je descends la rue, je sais que je vais avoir droit à un nouveau récit de difficultés, de misères et même de ruine. Des gens me demandent: «Au nom du ciel, qu'est-ce qui se passe là-bas à Ottawa? Est-ce qu'ils ne se rendent pas compte de ce qu'ils nous font?» Les agriculteurs, les hommes d'affaires, les propriétaires de maisons, les consommateurs font l'impossible simplement pour rester à flot. C'est décourageant pour eux et pour ceux d'entre nous qui essaient de faire quelque chose pour soulager les Canadiens.

Mais ce qu'il y avait de plus décourageant dans ces quelques jours passés à converser avec la population, c'était de savoir qu'il faudrait revenir à la Chambre des communes lundi pour nous heurter, mes collègues et moi, à un mur de briques. Car le ministre des Finances entend exposer les problèmes des Canadiens et réagit aux difficultés financières des gens avec autant d'intérêt et de sentiment qu'un mur de briques. Je me demande bien à quel degré de misère il va falloir atteindre pour sortir le ministre des Finances de sa léthargie, pour lui faire voir ce que les politiques gouvernementales représentent pour les Canadiens. Si seulement le ministre des Finances allait parcourir le pays pour se rendre compte de la situation, au lieu de s'enfermer pendant la fin de semaine à une conférence de politique libérale, avec un tas d'auditeurs serviles qui ne demandent qu'à applaudir à tout ce qu'il fait. Si seulement il allait visiter sa circonscription et demander à quelques-uns de ses commentateurs comment vont les choses, comment ils arrivent à joindre les deux bouts et quels sont leurs problèmes. Alors il s'apercevrait peut-être que les Canadiens ne sont pas satisfaits des politiques économiques et énergétiques du gouvernement, ni surtout de son indifférence à lui.

Le ministre des Finances est à Ottawa depuis trop longtemps. Voilà trop longtemps qu'il y patauge pour éprouver la moindre compassion devant les souffrances d'autrui. Tout cela semble le laisser indifférent. Il n'admet même pas qu'il existe des problèmes. Comme il me le disait à la Chambre le 25 mai, et cela figure à la page 9858 du *hansard*:

«... l'augmentation du nombre de faillites par rapport au nombre d'agriculteurs de l'Ontario n'est pas si forte.

Voilà ce qu'il disait. Les agriculteurs canadiens ne doivent certainement pas voir la situation du même œil que le ministre. Eux, ils doivent certainement savoir que le problème existe. C'est eux qu'il écrase, ils ne peuvent s'y soustraire. Je me demande quel coup il va falloir pour sortir le ministre et ses collègues de leur placidité? Le coup qui s'est abattu sur les